

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Bordeaux, le mardi 11 février 2025

RECONQUÊTE! GIRONDE EXIGE L'INTERDICTION DU "VILLAGE ANTIFA" À L'UNIVERSITÉ BORDEAUX MONTAIGNE, PRISE EN OTAGE !

Ce jeudi 13 février 2025 doit se tenir un « Village antifa » au sein même de l'Université de Bordeaux Montaigne, organisé par *le Comité d'action contre l'extrême droite (CACED)*, un groupuscule antifa créé il y a un mois et demi.

Parmi les associations et collectifs soutenant l'extrême-gauche violente, on retrouve sans surprise *LFI et ses affidés*, des *groupuscules pro-palestiniens*, des syndicats tels que *Sud*, *Solidaires* ou la *CGT*, des associations antiracistes telles que *SOS Racisme* ou encore *la Ligue des droits de l'Homme*, ainsi que la plupart des *organisations étudiantes d'extrême-gauche* dont la plupart n'ont jamais caché leur sympathie envers *le groupe terroriste du Hamas*.

Plus surprenant, la présence du *Planning familial* vient de parachever sa dérive vers une ONG woke militante islamo-gauchiste intersectionnelle, délaissant au passage les femmes en détresse au profit de leurs nouveaux compagnons de route, les antifas.

Compte tenu du risque élevé de violences et de dégradations attendu par ce rassemblement, ainsi que de la haute probabilité d'une occupation des locaux de l'Université, la fédération Reconquête! Gironde :

- Demande au Préfet de Gironde, Étienne Guyot, **l'interdiction de ce rassemblement au motif du risque immédiat de trouble grave à l'ordre public**,
- Demande au président de l'Université de Bordeaux Montaigne, Alexandre Péraud, de se positionner immédiatement contre un tel rassemblement **en prenant des mesures fermes**,
- Exige la **dissolution immédiate du groupuscule CACED**,
- Invite tous les citoyens à **signer la pétition contre l'occupation illégale des universités françaises** dont les dégâts causés s'élèvent à plusieurs centaines de milliers d'euros :

<https://www.stop-blocages-facs.fr/>

Pour rappel, l'occupation du campus de l'Université de Bordeaux à l'occasion des mouvements sociaux contre la réforme des retraites a occasionné plus de 700 000 euros de dégâts en 2023.

VIRGINIE TOURNAY
DÉLÉGUÉE DÉPARTEMENTALE DE LA GIRONDE